

<https://levenissian.fr/S-unir-contre-les-fauteurs-de,1422>



Après les violences à Ghardaïa (Algérie)

# **S'unir contre les fauteurs de division au sein des masses laborieuses**

- Internationale -

Date de mise en ligne : jeudi 30 janvier 2014

---

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

---

Des violences inquiétantes opposent de nouveau les différentes composantes confessionnelles des populations de Ghardaïa depuis décembre dernier avec la complicité flagrante de certains secteurs des forces d'intervention protégeant ouvertement des groupes de casseurs et d'agresseurs qui attaquent les mozabites, pillent leurs biens et profanent leurs cimetières.

Ces violences sont provoquées et attisées par différentes forces socio-politiques pour réaliser leurs intérêts et leurs objectifs stratégiques de classe antipopulaires et antinationaux.

Des cercles puissants installés depuis 30 ans dans la région ont des liens très étroits dans les différents appareils d'Etat. Ils se sont enrichis par l'accaparement de l'argent public et des biens fonciers de la nation, par l'exploitation et la paupérisation des travailleurs employés dans les unités de production de la région. Ils cherchent à semer la zizanie et la haine au sein des masses laborieuses. Leur plus grande crainte est que celles-ci arrivent à s'unir dans la lutte contre la corruption et l'arbitraire et qu'elles leur demandent un jour des comptes sur l'origine de leurs fortunes. Cette nouvelle bourgeoisie qui a prospéré grâce à ses liens avec l'Etat s'efforce d'imposer son hégémonie économique nouvelle dans la région. Ses intérêts de classe sont entrés en contradiction avec ceux de la bourgeoisie commerçante traditionnelle et industrielle locale qui elle aussi a tiré profit de l'extension du marché nationale depuis l'indépendance.

Le chômage frappe fortement la région, en particulier les jeunes issus de familles de condition modeste qui ont élu domicile dans cette région depuis les années 1970. Le sabotage de la stratégie de développement industriel depuis les années 1980, les libéralisations et le désengagement de l'Etat des investissements productifs, depuis les années 1990 jusqu'à aujourd'hui, ont eu pour conséquences la formation d'un immense chômage et d'une misère indescriptible qui touchent près de 80% des jeunes issus des familles provenant des autres régions du pays. Ces plaies de la libéralisation affectent aussi les jeunes des familles mozabites bien que dans une proportion moindre. Mais elles s'étendent rapidement avec la disparition inévitable et en cours des rapports de protection communautaires sous l'effet des différenciations sociales engendrées par le capitalisme.

Les milieux mafieux enrichis grâce à leur mainmise sur les appareils d'Etat exploitent cette situation de paupérisation. Leurs hommes de main poussent les jeunes marginalisés dans une spirale dangereuse d'affrontements pour détourner l'attention des citoyens de la région et de tout le pays de la lutte pour une alternative démocratique révolutionnaire à la situation de détresse et d'impasse que subissent les populations laborieuses quelles que soient leurs régions et leurs pratiques religieuses.

Ces mêmes milieux encouragent le fanatisme religieux pour maintenir la tension au sein du peuple. L'Ecole est transformée en instrument de diffusion des haines religieuses par les courants intégristes. De connivence avec des responsables qui laissent pourrir la situation, ces courants réactionnaires chauffent à blanc les esprits en désignant les Ibadites comme des ennemis de l'Islam. Ils cherchent à transformer ce réservoir de jeunes chômeurs en vivier pour le recrutement de nouveaux fantassins armés au service de leurs vues rétrogrades. La région est devenue un lieu dangereux de trafics d'armes et de recrutement de terroristes pour la Syrie avec le soutien des monarchies du Golfe dont le régime continue à encourager les opérations subversives en Algérie par son silence ou sa peur de les critiquer. Dans tout le pays les groupes rescapés du fascisme camouflé sous le voile de l'Islam multiplient les « halaqates » dans les mosquées. Ils exploitent toutes les manifestations du mécontentement social. Ils tentent de renforcer leur base en désignant aux jeunes déboussolés des boucs émissaires : « kharédjites », « chiites » nouvellement convertis, consommateurs d'alcool, etc.

Les services de subversion de l'impérialisme ne sont pas inactifs. Ils renforcent leurs liens avec les associations de défense des intérêts des populations agressées en cachant comme toujours leurs véritables objectifs sous les motifs éculés de défense des droits de l'homme et des intérêts des minorités. Consciemment ou inconsciemment certains

représentants des citoyens d'origine mozabite, légitimement terrifiés par la montée de la haine à leur égard, font leur jeu en s'adressant aux instances internationales face à l'incurie du régime ou de la complicité calculée de ses cercles les plus aventuriers. Les appareils de subversion impérialiste attendent le moment le plus propice pour utiliser les événements de Ghardaïa comme une carte à jouer qui justifiera leurs ingérences en Algérie et réaliser leurs desseins : briser le patriotisme populaire, morceler le pays et s'emparer de ses richesses. Les régions mozabites sont inscrites dans leur liste de foyers d'abcès et de déstabilisation comme la Kabylie ou certaines villes du sud saharien. Des groupes financés par les USA et l'Union européenne s'agitent de façon coordonnée dans ces régions sous le paravent des droits de l'Homme, des libertés, de l'autonomie, etc.

Les communistes algériens appellent les travailleurs, les couches laborieuses de la région et de l'ensemble du pays à déjouer les plans machiavéliques des forces de l'exploitation et de l'arbitraire, des cercles impérialistes qui affûtent leurs arguments pour s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Algérie.

Ils les appellent à ne pas se tromper d'ennemis. Leurs véritables adversaires sont leurs exploiters et leurs oppresseurs quelles que soient leurs origines régionales. Ce sont ceux qui pillent les biens de la nation et font fuir les capitaux à l'étranger. Ce sont ceux qui musèlent les citoyens, les empêchent de s'organiser et de s'exprimer démocratiquement. Ce sont les puissances impérialistes qui ont tissé leur toile d'araignée dans notre pays avec la complaisance du régime et qui attendent leur heure.

Ils doivent se battre pour exiger du pouvoir la relance d'une véritable politique de développement et un plan de réindustrialisation sur la base de la reconstitution d'un secteur public, seul capable d'assumer les charges d'un développement à long terme qui fera disparaître le chômage et la misère.

Les communistes dénoncent la complicité de certains cercles de la police face aux agresseurs des citoyens d'origine mozabite. Ils exigent des responsables du pouvoir qu'ils assurent la protection des personnes menacées par ces bandes d'agresseurs et de leurs biens, qu'ils neutralisent avec fermeté les auteurs de ces actes de violence et de brigandage, que des sanctions soient prises contre les responsables policiers qui les ont aidés.

Ils exhortent les jeunes chômeurs à se rassembler, à s'organiser dans des comités de lutte pour obtenir du travail, mettre en échec les forces qui les attirent dans les pièges du régionalisme et du sectarisme religieux dans le but de diviser les enfants du peuple et les travailleurs, afin de continuer à étancher tranquillement leur soif d'enrichissement encore plus que durant les années noires de 1990.

Ils appellent les couches populaires et les ouvriers, quels que soient leurs rites religieux, à s'unir et à lutter dans leurs propres organisations et pour leurs propres intérêts et afin d'en finir avec l'orientation capitaliste imposée par le pouvoir et la bourgeoisie depuis les années 1980. C'est cette orientation de classe qui sème la misère, les injustices et les inégalités sociales. C'est cette orientation qui enfonce notre pays dans une situation dangereuse car elle favorise toutes les manoeuvres de l'impérialisme pour remettre en cause son indépendance, pour casser les acquis sociaux obtenus par les sacrifices de peuple pendant la guerre de libération nationale et après 1962.